

CAMBODGE NOUVEAU

16 - 31 janvier 1996

Politique Economie Finances

2ème année numéro 43

7 janvier

Sans les Vietnamiens nous serions tous morts" : c'est ce qu'ont toujours dit à leurs visiteurs étrangers les Cambodgiens qui ont vécu sous Pol Pot, et on peut les croire. L'offensive éclair de Van Tieng Dung début janvier 1979 les a libérés, au sens le plus fort. Qu'ils souhaitent commémorer cet événement est bien naturel.

Mais cette offensive vietnamienne a marqué aussi le début d'une occupation qui n'était certainement pas désintéressée. D'autres Cambodgiens ont mené dans les maquis une longue résistance contre cette occupation.

Il y a donc eu commémoration du 7 janvier d'une part, et des protestations d'autre part. Mais des deux côtés avec du doigté : d'abord préserver la réconciliation.

Les occidentaux, qui n'ont rien fait à l'époque pour secourir les Cambodgiens, soit pour les déivier des Potistes, soit pour aider le régime de Phnom Penh à se dé-communiser et se dé-vietnamiser, ne peuvent qu'observer.

Ils observent que c'est la première fois depuis quatre ans de réconciliation que le 7 janvier est commémoré, et ils en concluent que peut-être le PPC a voulu manifester ainsi sa force vis à vis d'un Funcinpec affaibli.

Ils observent aussi que le second Premier ministre a saisi une nouvelle occasion de faire une très virulente "sortie".

Il y avait eu, dans un passé récent, une mise en garde à certaines ambassades, des menaces à l'intention de deux journaux, voici une sévère admonestation à l'encontre d'une société de contrôle.

Façon de rappeler aux étrangers que le gouvernement cambodgien existe. Peut-être aussi façon de préparer les élections.

A.G.

L'ASIE CHANGE

A condition de ne pas prendre ses *Megatrends Asia* comme les prévisions géniales d'un visionnaire, mais plutôt comme la description de ce qui se passe sous nos yeux, John Naisbitt est un auteur très utile. Il contribue à faire comprendre l'immense, la complexe et rapidement changeante Asie.

Il distingue 8 évolutions majeures.

1. Des Etats-nations, on passe progressivement à des réseaux économiques. Naisbitt voit dans le réseau international construit par les 57 millions de Chinois d'Outre-mer (Taiwan, Hong Kong, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, les Philippines...) le modèle qui va dominer en Asie. A ses yeux le Japon, qui ne s'organise pas en réseau de cette façon, va sur son déclin.

Non seulement les échanges de marchandises sont de plus en plus internationaux, mais ces marchandises elles-mêmes sont constituées de parties d'origines nationales très diverses (voitures, avions, électronique, vêtements, ...). Quant aux finances, c'est en quantités énormes qu'elles traversent chaque jour les frontières par la voie des ondes. Les très grosses entreprises sont pratiquement apatrides. Bref, l'avenir est aux réseaux.

2. Une classe moyenne se forme à grande allure en Asie par l'effet de taux de croissance situés entre 7 et 10 % depuis plus de dix ans. Cette classe moyenne représente déjà un formidable pouvoir d'achat. Si la tendance se poursuit, en 2010 elle comptera un

milliard d'individus, avec un pouvoir d'achat qui sera de loin supérieur à la production actuelle des Etats-Unis. En 1995 déjà les dépenses effectuées "dans la région" avec les seules cartes Visa et Mastercard ont représenté 220 milliards de dollars, plus que la production de Singapour et de Hong Kong ensemble.

Les Américains solliciteront-ils un jour les Chinois pour obtenir la clause de la nation la plus favorisée ?

3. L'influence occidentale fait place à "la voie asiatique". Chaque pays suit de plus en plus sa voie propre vers la modernisation. Les Asiatiques sont de plus en plus conscients de leurs caractères propres.

4. Ce sont de moins en moins les gouvernements qui dominent, mais le marché. L'économie de marché l'emporte partout, même dans les pays qui y sont par principe les plus hostiles : au Vietnam, le nombre des entrepreneurs demandant une licence est passé de 76 en 1993 à 4 403 en 1995.

En Chine, l'armée a généré une foule de 20 000 entreprises travaillant pour leur compte, et réalisant au total 5 milliards de dollars de profits.

5. Urbanisation rapide et spectaculaire. Les sociétés paysannes entrent à grande allure dans la civilisation urbaine, des médias et des télécommunications. En 2010, l'Asie comptera une

trentaine de villes de plus de 5 millions d'habitants. Il y en aura deux aux Etats-Unis et six en Europe. Des 10 plus grands buildings du monde, 9 seront en Asie. Selon Naisbitt, la seule façon d'affronter cette situation est de suivre le "modèle singapourien", c'est à dire : -gouvernement fort; -planification à long terme; -investissement étranger;

administration "propre"; -éducation pour tous; -pas d' "Etat-providence"; -valeurs familiales; -la loi et l'ordre; -harmonie sociale et patriotisme.

6. on passe d'une économie de main d'oeuvre

à une production à forte valeur ajoutée, à la haute technologie. Ce passage s'est fait parfois grâce à des émigrés revenus des pays développés avec des diplômes : à Taiwan par exemple, c'est le cas de 6000 ingénieurs et chefs d'entreprise.

La jeune population de l'Asie n'est pas encombrée par les systèmes de l'âge industriel : elle entre directement dans l'ère de la cybernétique.

7. La domination masculine s'efface, les femmes asiatiques arrivent en force comme chefs d'entreprise, électrices, consommatrices et travailleurs. A Hong Kong, un chef d'entreprise sur 5 est une femme. A Singapour, le nombre des femmes chefs d'entreprise a presque triplé en 10 ans.

Ce phénomène a des conséquences sociales importantes : les femmes ont des enfants plus tardivement, ou pas du tout; il y a davantage de divorces.

(suite page 3)

à l'intérieur

Enseignement Supérieur : l'Ecole Royale d'Administration
Le budget 1996, la monnaie
Echanges extérieurs, FMI, Douanes
Electricité du Cambodge (2)

pages 2 - 3
page 4 - 5
pages 5 - 6 - 7
page 8

L'ECOLE ROYALE D'ADMINISTRATION

L Ecole Royale d'Administration n'a pas encore vraiment commencé à fonctionner", remarque son Directeur Kong Phirun.

Depuis sa renaissance en 1992, année où le ministère de l'Intérieur l'a reprise à la Municipalité, pour lui redonner sa vocation originelle, l'Ecole Nationale d'Administration, rebaptisée Ecole Royale d'Administration en 1994, a fait du perfectionnement de fonctionnaires.

nous attendons l'autonomie

Sa véritable vocation est de former des hauts et des moyens fonctionnaires. Mais l'Ecole attend encore de son Conseil d'Administration de véritables statuts, et de véritables programmes. "Nous avons besoin de l'autonomie financière, de budgets annuels, alors que nous sommes traités en enfants, avec un budget mensuel, l'obligation de tout justifier, étroitement liés par la Présidence du Conseil qui est notre autorité de tutelle".

"En attendant, depuis 1992, nous ne sommes pas restés les deux pieds dans le même sabot" rappelle Kong Phirun, qui a reçu jadis une formation de juriste, a fait ses premières armes dans le journalisme et, rescapé de l'époque des Khmers rouges, a tracé son chemin dans la haute administration, conservant son indépendance d'esprit.

coopération franco-cambodgienne

L'Ecole elle-même, en quelques années, grâce à l'aide de la France, et beaucoup de dévouements, a changé d'aspect. Les

Après la présentation du Plan de dix ans pour l'Enseignement Supérieur (n° 40), **Cambodge Nouveau** a rencontré les responsables de l'Université de Phnom Penh (n° 40), de la Faculté des Sciences Economiques (n° 40), de la Faculté de Médecine (n° 41), de l'Ecole Royale d'Agriculture (n° 41), de l'Institut de Technologie (n° 42). Aujourd'hui :

l'Ecole Royale d'Administration.

bâtiments et l'amphithéâtre délabrés, le jardin devenu terrain vague, sont maintenant en harmonie avec les hautes fonctions de l'Ecole.

Un Directeur des Etudes français et l'intervention pour de courtes périodes d'enseignants français de haut niveau accompagnent le redémarrage de l'enseignement.

premier concours pour les moyens fonctionnaires

Jusqu'ici quatre cycles de perfectionnement de hauts fonctionnaires, de 9 mois, ont eu lieu. De plus, l'Ecole a accueilli d'autres formations, sous la responsabilité des ministères de tutelle : généraux de la Police, Magistrats de province, Avocats, Greffiers ...

Mais, à partir de 1996, l'Ecole ne prête plus ses murs.

Un premier concours pour les moyens fonctionnaires a eu lieu en décembre. Sur 864 inscrits, 103 ont été admis. Ils vont suivre un programme bi-lingue de deux ans.

Ces étudiants sont recrutés parmi les étudiants de niveau bac + 2 dans toutes les Universités ou Facultés. La plupart ont une licence, es-

lettres, ou en philo, ou en maths ... Certains sont en 3ème ou 4ème année de licence en Droit.

un concours "au mérite"

"Le concours, insiste Kong Phirun, s'est déroulé dans les conditions les plus justes. C'est pourquoi chacun se reconnaît et se respecte en fonction de son mérite, selon ses résultats.

J'ai eu à affronter des pressions. Un journal a prétendu que j'avais touché 4 500 dollars par admission. On m'a proposé jusqu'à 10 000 dollars. Je me suis fait des ennemis. Ça m'est égal".

"L'éventail de ces élèves est très satisfaisant. La plupart ont achevé leur cycle universitaire. Nous espérons bien prendre en mains ces jeunes très motivés qui, dès les premières heures de leur entrée à l'Ecole se sont montrés affables et disciplinés".

pour se faire respecter : le judo

Une formation "serrée" : c'est la formule du directeur de l'Ecole. Les moyens fonctionnaires auront affaire à la population, aux paysans. Il s'agit qu'ils en soient respectés. Discipline, et

même arts martiaux pour tous. Mes étudiants pratiquent la self-défense, et le judo. Je vais aller à l'Ambassade du Japon demander l'aménagement d'une salle et du matériel.

la vraie renaissance : en 1997

Malgré tout, c'est pendant l'hiver 1997 que commencera vraiment l'activité de l'Ecole Royale d'Administration, avec le premier concours d'admission pour les hauts fonctionnaires. Il correspondra à la sortie des premiers licenciés en Economie et en Droit. Ce n'est qu'alors que l'Ecole pourra prendre sa dimension véritable.

question de langue

Et la langue française ? Il n'y en a pas au concours d'entrée des moyens fonctionnaires. Pour les hauts fonctionnaires : ce n'est pas encore fixé. Il appartiendra au Conseil d'Administration d'en décider, comme du nombre d'heures d'apprentissage qui sera consacré aux langues étrangères.

"Il serait saugrenu de demander des connaissances en français aux moyens fonctionnaires, qui n'auront affaire qu'à des Khmers, estime Kong Phirun. "Et parmi eux, peut-être une vingtaine seulement deviendront hauts fonctionnaires.

"Pour l'instant, etc sera le cas pendant encore deux ans, personne n'a de capacités suffisantes en français".

Pour la formation des hauts fonctionnaires, la connaissance du français, la dissertation, jouer

(suite page 3)

A PROPOS ...

rectification

Nous recevons du porte-parole du PPC la lettre suivante :

"C'est avec un profond regret que j'ai lu dans votre excellent journal (n° 42 du 1er au 15 janvier 1996) un article s'intitulant "Eclairage sur la Presse au Cambodge". Or ce qui m'avait causé ce profond regret est que beaucoup d'insinuations intentionnellement malhonnêtes avaient été glissées

dans un but manifeste d'induire en erreur les lecteurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Cambodge.

"D'abord concernant la question de la plupart des journaux qui ont été "payés par le PPC" je déclare solennellement que jusqu'à ce jour, seul un journal "Pracheachun" et une revue, "Moul Pith", appartiennent au PPC. A part cela, le PPC n'a jamais payé aucun journal.

"Ensuite, pour ce qui touche les

journaux dits non-achetés ou indépendants, je vous demande de refaire votre enquête sur la provenance des fonds de ces journaux pour éviter que votre revue ne perde de son prestige" (...).

Cambodge Nouveau : nous prenons acte des affirmations du porte-parole du PPC. Il est possible que nous ayons été abusés. Mais de bonne foi, sans intention de nuire, notre informateur étant un professionnel et responsable

cambodgien. En fait, il nous est impossible de vérifier, cas par cas, la provenance des ressources de tous les journaux publiés au Cambodge.

Nous préparons un article sur la formation des journalistes.

polders

Pour protéger des invasions marines et des eaux de pluie excédentaires une surface de 12 000 ha, située à Prey Nup, au

(suite page 3)

un rôle plus important. "On peut dire que les plus capables auront plus de connaissances, et parmi ces connaissances, plus de langues étrangères".

Pour l'enseignement, avec l'aide de la France, on fait appel à des intervenants français dans des matières comme l'informatique, le classement des dossiers, la pratique administrative ...

les "facilitateurs"

Les cours sont en khmer, mais les enseignants nationaux sont "couplés" avec des intervenants français qui apportent la technique et la pratique françaises dans l'administration et la gestion. "Cette méthodologie doit être en mesure de répondre aux besoins pressants du pays, tout en tenant compte du niveau intellectuel et de la capacité d'assimilation en français".

De fait il y avait un choix : pour que les intervenants français soient compris des élèves, on pouvait envisager une traduction simultanée

Mais on se dirige plutôt vers l'assistance de "facilitateurs"

ce sont des Cambodgiens qui ont les deux cultures -on peut citer Say Bory, Kong Phirun, Lay Mong Hay, Prak Sok ...- et sont capables de faire comprendre aux Cambodgiens ce que dit le Français.

Ce n'est pas simple : le "facilitateur" passe deux semaines avec l'intervenant français, avant de parler seul en khmer, aux Cambodgiens ...

le droit n'est pas transposable

Pourquoi ce qui est réalisé sans grands problèmes dans d'autres établissements, à la Faculté de Médecine par exemple, c'est à dire un enseignement en français à des Cambodgiens familiers de cette langue, n'est-il pas possible à l'Ecole Royale d'Administration ?

"C'est, explique Kong Phirun, que le droit français est très différent du droit cambodgien. Alors qu'en Médecine il s'agit de traduire d'une langue dans l'autre des mots, des techniques, sans que les principes, les méthodes, les raisonnements, soient mis en cause par

quelconque, ils sont au contraire facilement compris par tous, le Droit n'est pas transposable du français au khmer. Ce sont les structures, les raisonnements, la manière de concevoir les choses qui sont différents. On touche-là au tempérament, aux moeurs, aux coutumes.

"Il faudrait que notre droit évolue ? Mais il faut se souvenir que les paysans sont très conservateurs. Et que nos administrateurs sont au service du peuple. Ils auront à obéir à la loi, à l'Assemblée".

... mais le français est bien utile

On peut aussi considérer, observe Bernard Prunières, Directeur des Etudes, que des enseignants français de haut niveau sont mis à la disposition des futurs hauts fonctionnaires cambodgiens, que les livres de Droit sont en français (il existe depuis peu à l'ERA une belle bibliothèque), que la connaissance de langues étrangères et du français en particulier est

indispensable à de hauts responsables ... Pour toutes ces raisons un apprentissage sérieux du français serait justifié. Et puis le droit cambodgien lui-même devra peut-être évoluer en fonction d'un environnement international qui a changé ...

Kong Phirun ne conteste pas, mais souhaite créer un centre de reproduction pour mettre des ouvrages en khmer à la disposition des étudiants.

l'art du compromis

Il s'agit là d'un débat de fond, d'un dialogue que l'on peut nourrir d'excellents arguments en attendant la date butoir de 1997 le premier concours d'entrée à l'ERA de futurs hauts fonctionnaires.

D'ici là, les responsables de l'ERA, précisément le Conseil d'Administration, auront à décider.

Nul doute qu'une fois encore l'art cambodgien du compromis, de la combinaison intelligente de conceptions différentes, aboutira dans la pratique à des formules originales ... et efficaces.

L'ASIE CHANGE !

(suite de la page 1)

8. Finalement, l'Asie devient, ou redevient, le centre du monde. Déjà les pays de l'Asie de l'Est produisent un quart de la production mondiale, autant que les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. En 2000, ils en produiront le tiers.

Lorsqu'en décembre 1999 Macau retournera à la Chine, alors pour la première fois depuis 400 ans, l'Asie toute entière appartiendra aux Asiatiques.

Telles sont les observations de John Naisbitt, présentées ici de

façon simplifiée d'après le compte-rendu détaillé qu'a fait *The Straits Times* (30 décembre) de ses *Megatrends Asia*.

Certaines d'entre elles risquent de paraître bien banales aux occidentaux, comme le phénomène de l'urbanisation. Mais si la tendance est déjà ancienne, le phénomène, en Asie, est saisissant. Hong Kong, Singapour, Manille, Bangkok, Djakarta, Kuala Lumpur ... Shanghai, etc ... ce sont là des signes spectaculaires de la montée en puissance de l'Asie.

D'autres observations mériteraient de la part des occidentaux de sérieuses interrogations : y a-

til des leçons à prendre chez les "modèles" décrits par Naisbitt : Singapour d'une part, les réseaux économiques des Chinois d'Outre-mer d'autre part ? "Plus d'Etat" d'un côté, "moins d'Etat" de l'autre ?

Plus que des interrogations, l'impressionnante croissance des classes moyennes en Asie, qui sont les grands marchés de demain, devrait déclencher des décisions, des stratégies, des investissements de la part des occidentaux. Comme le dit Naisbitt, ce que les occidentaux ont de mieux à faire, c'est de trouver un Chinois d'outre-mer comme partenaire.

On peut enfin émettre quelques doutes : les masses paysannes entrent-elles vraiment à grande allure dans l'ère cybernétique ? Il faudrait enquêter auprès des paysans chinois, indonésiens, ... et cambodgiens bien sûr.

Le risque n'est-il pas justement que les évolutions décrites n'accroissent le fossé entre urbains et ruraux ?

Un peu d'optimisme pour finir : l'Asie dans sa montée sans précédents pourrait inventer une formule nouvelle conjugant les besoins contraires : l'ordre et la liberté, l'individualisme et la vie communautaire ...

A PROPOS ...

sud-est de Sihanoukville, et la rendre à la riziculture, la Caisse Française de Développement va consacrer 22 millions de FF à la reconstruction d'un système de digues et de canaux construit en 1935 et abandonné depuis 20 ans. Les travaux devraient durer deux ans.

APSARA

La CFD a signé également le 5

janvier l'accord attribuant à l'Autorité pour la Protection et la Saugegarde de la Région de Siem Reap une première dotation de 7,5 millions de FF. La CFD, qui a beaucoup contribué à établir le projet de "Développement ordonné du site d'Angkor", est sur les rangs pour financer le Centre d'accueil et la Cité hôtelière.

pas les banques !

"Le blanchiment de l'argent se

fait hors du circuit bancaire", nous dit M. Chea Sok, Directeur du département Contrôle des banques à la Banque Centrale. "Toutes les opérations des banques sont enregistrées et envoyées chaque mois à notre département, qui fait des récapitulatifs. A toutes les exportations de capitaux correspondent des pièces justificatives. Chaque année, un audit privé vérifie les comptes de chaque établissement. En réalité, une dizaine de

banques seulement, sur 29, ont une activité.

Il est vrai qu'il n'existe pas encore de loi qui oblige les banquiers à demander à un déposant la provenance de son argent. On attend aussi une loi contre le blanchiment : elle est à l'examen du Conseil des Ministres.

"Le blanchiment de l'argent se fait principalement dans le domaine de l'immobilier, par tractations directes", estime M. Chea Sok.

LE BUDGET 1996

Ce budget 1996 est la poursuite logique des précédents. Il a été préparé en collaboration avec une équipe du FMI. Ses grandes lignes : il donne la priorité à trois secteurs : **Développement rural, Santé, Education.**

Il se donne trois obligations majeures : -maintenir la valeur de la monnaie; -contenir l'inflation; - ne pas financer les déficits par l'émission monétaire.

Le budget 1996 marque des évolutions conformes aux souhaits du FMI :

dépenses

- **diminution des dépenses courantes de Défense et de Sécurité** qui, ensemble, représentent 5 % du PIB dans le budget de 1996, contre 5,9 % dans celui de 1995 et 6,4 % dans celui de 1994; Pour éviter que certains dérapages ne se reproduisent (*Cambodge Nouveau* n° 37 et 38), il est spécifié que "seul le Ministère des Finances est habilité à conclure des emprunts, sur délégation écrite et conjointe des deux Premiers ministres".

- **augmentation des dépenses courantes consacrées aux trois secteurs prioritaires** : 2 % du PIB en 1996 contre 1,8 % précédemment.

Pour les dépenses en capital, assurées pour l'essentiel par l'aide

les grandes options du budget

Comme précédemment, la priorité est donnée à trois secteurs : **Santé, Education et Développement rural**, mais cette priorité s'accroît d'année en année. Sur le total des dépenses courantes, ces trois secteurs représentent ensemble:

15,7 % en 1994
16,3 % en 1995
19,2 % en 1996

Les dépenses de **Défense et Sécurité** diminuent au contraire :

59,1 % en 1994
52,1 % en 1995
46,8 % en 1996

ce qui correspond à de sérieuses remises en ordre, notamment réduction drastique du nombre des officiers supérieurs (le nombre des généraux est passé de plusieurs milliers à moins de 100).

extérieure, le gouvernement entend réaliser pour sa part, encore modeste, le même effort qu'en 1995.

recettes

L'aide extérieure couvre presque la moitié des dépenses. L'évolution est, là aussi, conforme au bon sens comme aux souhaits du FMI : augmenter les recettes propres, et corriger autant que possible une anomalie : **la part trop faible des recettes fiscales par rapport aux recettes douanières.**

D'une part parce que les recettes douanières, qui augmentent il est vrai de manière satisfaisante, pourraient être menacées par divers phénomènes dont le Cambodge n'a pas la maîtrise; D'autre part parce qu'il est temps que les entreprises cambodgiennes et étrangères, et les particuliers, paient l'impôt, et participent ainsi à la reconstruction du pays; et le préparent en même temps à pouvoir se passer un jour de l'assistance financière extérieure.

quelles incertitudes ?

Ce budget est donc bel et bon, propre à donner confiance, une confiance que reflètent les commentaires du représentant du FMI (voir p. 6).

répartitions salaires/investissements

Les dépenses en capitaux (qui sont principalement des investissements) continuent à augmenter nettement. Le gouvernement souhaite assurer une part notable de ces investissements avec les ressources propres du Cambodge

Dépenses en capitaux :
+ 33,5 % en 1994
+ 30,5 % en 1995
+ 30,3 % en 1996

Les dépenses courantes (qui sont des dépenses de fonctionnement : salaires, matériels, déplacements, réceptions...) ont dans l'ensemble diminué, grâce entre autres aux réformes réalisées dans les secteurs Défense et Sécurité.

Rappelons que les effectifs des fonctionnaires doivent diminuer de 20 % pendant les deux années 1996-1997.

Il existe pourtant quelques incertitudes du côté des recettes.

Du côté des recettes douanières en premier lieu :

- d'une part, **les mesures de libéralisation prises par le Vietnam** pourraient porter un coup à l'activité de réexportation du Cambodge, qui constitue une part importante du commerce extérieur cambodgien (voir article *Douanes*);

-d'autre part, on ne sait pas quelles pourraient être les conséquences d'une adhésion du Cambodge à l'ASEAN.

S'il est vrai que, d'une façon générale, il est évidemment souhaitable que le Cambodge réintègre la communauté des pays de la région, devienne un membre à part entière de l'Association des Pays du Sud-est Asiatique, on ne sait nullement en revanche quelles seraient les conséquences pour l'activité économique cambodgienne de l'abaissement des tarifs douaniers qui est le grand projet de l'Association.

Rappelons que les membres de l'ASEAN sont eux-mêmes encore indécis sur les modalités précises de cette libéralisation des échanges intra-ASEAN. L'Indonésie voudrait notamment exclure le riz et plusieurs denrées agricoles du système. C'est du reste pourquoi, à la dernière réunion de l'ASEAN à Bangkok,

répartitions recettes fiscales/**non fiscales**

- les recettes fiscales passent de 61,7 % en 1994 à 72,4 % en 1996
- les recettes non-fiscales : 38,3 % en 1994 à 27,6 % en 1996

ce qui reflète clairement le passage progressif à l'économie de marché.

douanes/impôts

Dans les recettes fiscales, une évolution importante : la part croissante de l'impôt, et celle décroissante (en valeur relative) des douanes.

douanes :
77,1 % en 1994
64,8 % en 1996

impôts :
28,9 % en 1994
35,2 % en 1996

en décembre, on a mis l'accent sur les services, catégorie d'échanges moins sensible.

Un *Bureau de l'ASEAN* a été créé au sein du ministère du Commerce, nous dit M. May Tola, Directeur du Commerce Extérieur. Il est composé de 10 personnes, elles ont été nommées mais ne se sont pas encore réunies.

Ce Bureau dispose d'une année pour étudier le pour et le contre d'une adhésion à l'ASEAN. La formation des membres est en cours, avec entre autres des visites à Singapour, en Malaisie, en Indonésie ...

Du côté de l'aide étrangère existait aussi une menace vague : les bailleurs de fonds pourraient un jour **lier, dans la pratique, l'aide au respect des droits de l'homme et de la démocratie.**

Il est clair que les bailleurs multilatéraux -FMI, Banque Mondiale, Banque Asiatique de Développement- "ne font pas de politique", qu'ils s'en tiennent à des critères financiers et économiques.

Mais les gouvernements, plus dépendants de leurs opinions publiques, raisonnent différemment. Des voix se sont élevées dans certains parlements, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, en France, en Allemagne ... pour protester contre les entorses faites à la démocratie multipartite, à l'économie de marché, ses règles, sa transparence ... principes auxquels le Cambodge a souscrit.

Or ce sont les gouvernements qui alimentent l'aide multilatérale... on attend aussi du gouvernement américain qu'il accorde au Cambodge les taux de la "nation la plus favorisée" (MFN) et des "préférences généralisées" (GSP). Jusqu'à présent cependant les gouvernements occidentaux n'envisagent pas de mettre un terme à leur aide, ni de la freiner, qu'elle soit multilatérale ou bilatérale.

Les enjeux, pour les pays donateurs, sont trop importants : il s'agit pour eux d'**aider le Cambodge, mais aussi d'assurer la stabilité de la région; d'affirmer leur présence politique, économique, culturelle; de soutenir, là aussi, la concurrence internationale ...**

LA MONNAIE

Le riel se tient bien face au dollar, un peu au-dessus de 2500 riels pour un dollar, et cela sans que la Banque centrale ait à vendre des dollars. C'est le signe qu'il n'y a pas d' "anticipation pessimiste" sur la tenue du riel. Au contraire une certaine confiance dans la monnaie nationale.

Un autre point satisfaisant, qui n'est pas sans relation avec le premier, c'est qu'il n'y a pratiquement pas de hausse des prix, si l'on compare le niveau de décembre 1995 à celui de décembre 1994 (voir chiffres ci-dessous).

Il faut bien voir cependant que ces bons résultats sont dus avant tout à l'entrée des devises apportées par l'aide extérieure.

Le Cambodge connaît deux déficits importants : celui du budget, et celui du commerce extérieur.

Chacun d'eux est générateur d'un besoin de moyens de paiement, et donc d'inflation :

- le déficit budgétaire : s'il se trouve en situation de ne plus pouvoir payer les fonctionnaires, le gouvernement ne peut que se tourner vers la Banque centrale et lui demander d'imprimer des billets. Cette injection de moyens de paiement qui ne correspond pas à une augmentation de la production déclenche normalement l'inflation.

C'est parce que le déficit budgétaire est comblé par l'entrée de devises qu'il ne provoque pas d'inflation.

- le déficit du commerce extérieur : les importations, bien plus fortes que les exportations (voir les chiffres p. 6) correspondent à un fort besoin de devises (pour payer les importations, puisque le riel n'est pas convertible). Là encore, c'est l'aide extérieure qui permet de combler ce déficit.

La "dé-dollarisation" tant souhaitée ne se produit pas encore, malgré la croissante confiance dans le riel. On continue à conserver ses économies en dollars. Il est vrai aussi que la monnaie en riels existante est bien incommode pour régler des dépenses un peu importantes : le volume des billets nécessaire est beaucoup trop important. Les commerçants de leur côté passent une grande partie de leur temps à compter des billets.

L'arrivée de plus grosses coupures contribuera certainement à la dé-dollarisation. Elle ne peut être que progressive, étant donné les mésaventures que les Cambodgiens ont subies dans le passé avec leur monnaie nationale.

Reste que la stabilité du riel, et des prix, donc le pouvoir d'achat de la population, dépendent pour une très large part de l'entrée régulière de l'aide financière internationale, et que cette aide dépend elle-même de l'image que les pays donateurs se font du Cambodge.

C'est ce qui rend les responsables si nerveux, dès que s'exprime une critique risquant de ternir cette image.

ECHANGES EXTERIEURS

Il y a un certain retard dans le traitement des données concernant le commerce extérieur du Cambodge, mais les informaticiens installés à la Direction des Douanes s'efforcent de le rattraper. Le ministère du Commerce a établi la répartition par pays des exportations et des importations, en valeur, pour les 8 premiers mois de 1995 (p. 6). Reste à établir une répartition précise par produits, et des statistiques homogènes qui permettront de suivre les évolutions de ces dernières années.

Ce qui apparaît clairement en tous cas est l'important déficit commercial : pour les 8 premiers mois de 1995 :

importations : 266,7 mio de \$
exportations : 94,5 mio de \$

Voici des indications concernant les principaux produits exportés par le Cambodge :

Bois

Il en existe trois catégories : bois en grumes (troncs); bois sciés; et bois travaillés.

En 1994, les exportations avaient atteint 36 millions de dollars pour les grumes et 44,4 millions pour les bois sciés (pas de bois travaillés), soit officiellement environ 80 millions de dollars au total (le chiffre réel étant bien supérieur reconnaissent les Douanes et le ministère du Commerce).

En 1995, pour 8 mois, les exportations officielles ont atteint environ 45 millions de dollars :
Thaïlande : 24,2 millions ;

Taiwan : 5,8; Hong Kong : 5,2; Singapour : 3,7; Vietnam : 2; Chine : 2; Corée du Nord : 0,8; Laos : 0,7; Malaisie : 0,17; Allemagne : 0,03; France : 0,02;...

Il y a net ralentissement par rapport à 1994, du à l'interdiction, à partir du 30 avril 1995, d'exporter des troncs autres que ceux déjà coupés avant cette date.

Il est cependant notoire que les exportations illégales continuent, notamment à partir de la province de Koh Kong où les trafiquants sont bien équipés et souvent mieux armés que les forces gouvernementales, allant parfois jusqu'à les attaquer. Le 29 décembre 1995, selon le *Cambodia Times*, une "force militaire spéciale", a saisi 104 camions et voitures, 42 tracteurs et bull-dozers, 2 hovercrafts, 470 m3 de bois sciés, et a fermé 32 scieries illégales.

Il n'est pas rare aussi que les trafiquants louent les services de militaires pour protéger leur activité.

Quant aux scieries illégales elles sont innombrables, et font d'ailleurs vivre une part importante de la population villageoise.

Il est donc extrêmement difficile de faire appliquer l'interdiction de couper des arbres et de les exporter. Le gouvernement n'a pas les moyens de surveiller et de contrôler ses forêts, ni ses frontières, de sorte que la déforestation se poursuit en grand.

Confection

Les exportations ont atteint pour les 8 premiers mois de 1995 :

(suite page 6)

l'indice des prix à la consommation

Il existe actuellement deux indices des prix à la consommation : celui du ministère de l'Economie et des Finances, qui prend en compte 30 articles; et celui de la Banque Nationale, qui en prend en compte 61. Les pondérations d'autre part sont différentes. Le riz "pèse" 30 % du total pour le ministère des Finances, et 21 % pour la Banque Nationale. Ces deux indices vont être remplacés par celui du ministère du Plan, qui prend en compte plus de 100 articles.

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

indice	déc. 94	août 95	sept. 95	oct. 95	nov. 95	déc. 95	12 mois
nourriture	5,192	5,361	5,463	5,565	5,419	5,198	+ 0,1
habillement	6,215	6,475	6,624	6,756	6,398	6,048	- 2,7
services	1,417	1,408	1,429	1,417	1,410	1,413	- 0,3
consom. cour.	4,506	4,517	4,573	4,628	5,114	5,114	+ 13,5
	2,419	2,406	2,339	2,409	2,415	2,475	+ 2,4

On voit que, sur un an (décembre 1994 à décembre 1995), les prix sont dans l'ensemble restés très stables. Les plus sensibles pour les consommateurs, ceux de la nourriture (où le riz joue évidemment le rôle principal) et ceux des vêtements, ont même baissé, au total, après une hausse sensible, saisonnière, des denrées alimentaires aux mois d'août, septembre, octobre. Les prix des services ont nettement augmenté, mais ils n'entrent que pour une part mineure dans le calcul de l'indice des prix à la consommation.

(source : Banque Centrale; nb. les chiffres de décembre sont encore provisoires)

COMMERCE EXTERIEUR

(suite de la page 5)

important, marquant une très rapide croissance (voir *Cambodge Nouveau* n° 38) si on le compare aux 7 millions de 1994, mais qui situe le Cambodge encore loin

IMPORTATIONS DU CAMBODGE	
8 mois 1995, par pays (en millions US\$)	
Singapour	126,5
Japon	38,2
Thaïlande	22,3
France	21,9
Hong Kong	12,8
Malaisie	6,2
Corée	5,6
Chine	5,4
Indonésie	5,3
Allemagne	5,1
Etats-Unis	4,9
Australie	3,7
Finlande	3,0
Taiwan	2,7
Italie	0,3
Total des importations cambodgiennes pour les 8 premiers mois de 1995 : 266,71 millions de US\$ (source : ministère du Commerce)	

derrière le Laos : 80 à 100 millions de \$, et le Vietnam : presque 600 millions.

Les pays destinataires de la confection cambodgienne : Grande Bretagne (12,5 mio de dollars), Allemagne (4,5), France (3,9), Belgique (1,8), Danemark (1,6), ... USA (66 000), ...

Un problème, fait observer M. Mao Thora, Directeur du

EXPORTATIONS DU CAMBODGE	
8 mois 1995, par pays (en millions US\$)	
Singapour	24,39
Thaïlande	24,31
France	7,81
Taiwan	7,17
Hong Kong	6,44
Vietnam	3,11
Chine	2,73
Malaisie	1,43
Corée	1,33
Allemagne	1,01
Laos	0,72
Total des exportations cambodgiennes pour les 8 premiers mois de 1995 : 94,51 millions de US\$ (source : ministère du Commerce)	

Commerce Extérieur: comme les tissus sont importés, les pays destinataires qui font bénéficier le Cambodge des GSP (Système Général de Préférences), c'est à dire 26 des 27 pays qui en accordent (27ème : les Etats-Unis) sont réticents.

Ce problème sera résolu avec l'entrée du Cambodge au sein de l'ASEAN en 1997, estime M. Mao Thora : les tissus pourront être alors normalement importés des pays de l'ASEAN.

Caoutchouc

Les exportations avaient atteint **21 millions de dollars en 1994**, correspondant à 22 000 tonnes; Pour les 8 premiers mois de 1995, les ventes ont été: *Singapour* : 11 millions de dollars pour 9 600 tonnes; *France* : 3,3 mio \$ pour 2 500 tonnes; *Taiwan* : 961 000 \$ pour 897 tonnes; *Malaisie* : 720 000 \$ pour 798 tonnes; *Vietnam* : 790 000 \$ pour 747 tonnes; *Allemagne* : 73 000 \$ pour 57.6t. La contrebande est très forte. Au total environ 15 000 t. et 17 mio de \$ pour 8 mois de 1995.

l'or

Il en entre de 4 à 5 tonnes par an, sous le contrôle de la Banque Nationale, qui prélève une petite taxe au passage. Cet or est utilisé par la bijouterie, et surtout pour la réexportation: Mais il est habituel aussi d'utiliser l'or comme monnaie. Jusqu'en 1985-86 c'était d'usage courant dans les transactions (on pesait l'or sur de petites balances) parce qu'on ne faisait aucune confiance à la monnaie de papier. Encore aujourd'hui on se sert de *daemlong* et de *tchi* pour certaines transactions (immobilier ...); la Canada Bank a créé une "monnaie" d'or, en usage sur certains marchés et cotée chaque jour en *daemlong* contre dollars, comme le kilo et la feuille d'or ...

nb. Le Système de Préférence Généralisé (GSP) est plus avantageux, estime M. Mao Thora que les taux de la Nation la Plus Favorisée (MFN), qui sont réciproques.

CAMBODGE NOUVEAU
est entièrement réalisé au CAMBODGE

FMI : d'énormes progrès ont été réalisés

D'énormes progrès ont été réalisés", reconnaît Joshua D. Charap, représentant du FMI au Cambodge. "**Les choses évoluent normalement. Le budget est bon, il établit des priorités comme le Développement rural, la Santé, l'Education** " Il faudrait que les revenus de l'Etat viennent davantage des impôts. Les mécanismes du système fiscal ont été construits, ils se mettent en place, reste à collecter ces impôts et à élargir les bases de l'imposition. " Il faudrait aussi disposer de statistiques solides concernant les investissements privés. " Mais je n'ai pas d'inquiétude majeure. Au total, je suis optimiste".

"la politique, ce n'est pas notre affaire"
"La politique ? Les droits de l'Homme ? Ce n'est pas l'affaire des organismes internationaux tels que le FMI, la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement. Les flux fi-

nanciers arrivent normalement".

Un communiqué de presse du 15 septembre 1995, dont M. Charap nous dit qu'il reste d'actualité en ce début de 1996 donne quelques autres commentaires du FMI: "Le processus de réhabilitation et de transition vers l'économie de marché est maintenant en bon chemin (...). Le programme 1995-1996 vise à consolider les progrès obtenus et à atteindre une **croissance de la production d' environ 7 % par an sur la période 1995-1997; à réduire l'inflation à moins de 8 % d'ici le milieu de 1996 et à 5 % en 1997; et à augmenter les réserves officielles à l'équivalent de 2,1/4 mois d'importations d'ici le milieu de 1996**".

contenir les dépenses militaires

"(...) Bien que la marge de manœuvre du Gouvernement soit étroite (...) le budget (1995) vise

à maintenir les dépenses militaires au-dessous de 6 % du PNB et de les réduire encore en 1996 dans le cadre d'une réforme militaire".

effectifs des fonctionnaires - 20 % en 2 ans

"La poursuite de réformes structurelles dans les secteurs financier, dans le service public, dans l'armée et dans les entreprises publiques est un élément-clé de la stratégie à moyen terme du gouvernement. " (...) Le nombre des fonctionnaires sera diminué de 10 % d'ici la fin de 1996, et de 10 % de nouveau avant la fin de 1997.

environnement

" (...) Les autorités se sont en-

gagées à **mettre fin au rythme insupportable de l' abattage des arbres et travaillent sur un code de gestion de la forêt (...)**.

les défis

" Le Cambodge a réalisé des progrès substantiels au cours des deux années passées, malgré des circonstances difficiles, y compris une sécurité instable. " La consolidation de ces premiers gains sur le front macro-économique exigera de la **persévérance dans la discipline économique; une meilleure transparence des contrats passés par le gouvernement; de limiter les pressions fiscales, celles notamment que provoquent les dépenses élevées de défense et de sécurité (...)**".

quelques indicateurs économiques					
	1992	1993	1994	1995	1996
augment. PNB	7.0 %	4.1 %	4.0 %	7.0 %	7.5 %
prix consom.	112.5	41.0	18.0	8.7	5.0
équilibre budget	-4,3	-1,4	-1,5	-1,4	-0,6
réserves	1.0	1.8	1.4	2.1	2.8

nb déficit du budget en % du PNB; réserves en semaines d'importations. 1995 : programme; 1996 : anticipation. sources : autorités cambodgiennes; estimations et anticipations du FMI.

Les recettes des Douanes, nous dit le Directeur des Douanes M. Sar Ho, devraient atteindre 432 milliards de riels en 1995, selon les prévisions du FMI, entérinées par l'Assemblée Nationale, c'est à dire en nette augmentation sur celles de 1994 (330 milliards de riels). Et nettement plus élevées que l'on ne s'y attendait : 281 milliards initialement prévus dans le budget, chiffre porté dans la Loi de Finances rectificative à 310 milliards.

supérieures aux prévisions
Les 432 milliards semblent atteignables, au vu des résultats

SGS : bras de fer ?

L' "Inspection Avant Embarquement" (IAE, ou en anglais PSI) est pratiquée par la Société Générale de Surveillance, sur la demande du Gouvernement, depuis le 1er octobre 1995. Des documents en khmer, anglais, français et chinois ont été distribués aux importateurs, qui donnent de façon précise et détaillée : la liste des marchandises exemptées (motos, cigarettes, TV, magnétoscopes, video, produits pétroliers, pierres et métaux précieux, armes et munitions etc... qui relèvent des Douanes), les modalités de l'inspection et les divers documents nécessaires (Demande d'Inspection ou DPIAE, Registered Import Advice ou RIA, Report of Findings ou ROF). Tant que tout n'est pas en ordre les marchandises ne sont pas dédouanées.

Comme avant elle la société Inchcape, la SGS provoque beaucoup de protestations du côté des importateurs: elle ralentit les importations, elle est chère (1% de la valeur), elle commet des erreurs... Mais n'est-ce pas surtout qu'elle rétablit la valeur vraie des marchandises, souvent sous-évaluées d'un commun accord entre importateurs et exportateurs, et augmente en conséquence le montant des taxes à payer? L'Etat y gagne. Les commerçants y perdent.

Y a-t'il quelques maladroites de la part de SGS ? Abuse-t-elle de son pouvoir ? Ou bien assiste-t-on à une offensive d'importateurs qui s'estiment lésés ? Il semble y avoir là un "bras de fer" entre l'intérêt public et certains intérêts privés. Dans son discours du 7 janvier, M. Hun Sen a tonné contre la SGS et tancé le ministre des Finances. Il veut que l'affaire soit réglée fin janvier.

DOUANES

Les recettes douanières sont la principale composante des revenus intérieurs du Cambodge, bien avant les impôts. Ces recettes sont en forte augmentation et peuvent encore augmenter. Plusieurs phénomènes retiennent toutefois l'attention: - la libéralisation en cours au Vietnam pourrait diminuer les réexportations cambodgiennes; - les effets d'une adhésion à l'ASEAN sont encore mal connus; - et il y a un "effet SGS".

atteints au cours des 11 premiers (369 milliards, à quoi s'ajoutent beaucoup de marchandises saisies : navires, voitures etc ...). Pour décembre, le montant des recettes, chiffre encore provisoire, dépasse 40 milliards de riels.

"Les recettes pour les 12 mois seront peut-être de 5 % seulement inférieures au total annoncé ci-dessus" estime M. Sar Ho.

elles peuvent augmenter ...

Les recettes des Douanes peuvent-elles encore augmenter ? Oui, avec l'accroissement des échanges d'une part, et avec un meilleur contrôle des marchandises et des frontières d'autre part.

En rétablissant la valeur vraie des marchandises souvent sous-évaluées dans les factures, les contrôles de la Société Générale de Surveillance accroissent les recettes de l'Etat. Mais, selon certains importateurs-réexportateurs ils sont chers et freinent les échanges (voir encadré).

Quant aux modifications de tarifs, il y en a eu deux récemment. Sur les exportations de caoutchouc a été établie depuis octobre une taxe de 10 % qui a déjà rapporté en deux mois environ 500 000 dollars. La taxe sur les produits pétroliers a d'abord produit des effets

contraires à ceux que l'on attendait : c'est que, prévoyant la nouvelle taxation, les importateurs ont fait des stocks. Mais c'est un phénomène temporaire. D'autres modifications de tarifs à prévoir ? "Lorsque le Cambodge aura rejoint l'ASEAN, les taxes devront s'aligner sur les tarifs communs, et les recettes risquent alors de diminuer" estime M. Sar Ho.

... ou diminuer

Il existe une menace plus immédiate : que la libéralisation des échanges décidée par le Vietnam en accord avec le FMI ne nuise aux échanges entre les deux pays, et aux recettes douanières du Cambodge.

En effet les réexportations, notamment vers le Vietnam, représentent 30 % des recettes douanières du Cambodge.

la contrebande

A l'importation, les fraudes concernent 10 à 15 % des entrées. Elles se font en provenance du Vietnam et de la Thaïlande. En provenance de Singapour : non.

A l'exportation, la contrebande porte sur les cigarettes, les produits pétroliers, les alcools, le bois, les pierres précieuses, ... Le volume, la valeur de ces fraudes sont impossibles à

estimer.

Le Directeur des Douanes fait observer que ses services n'ont pas une seule vedette pour surveiller les côtes, et un seul hélicoptère BN2. Ils manquent aussi de moyens de communication (véhicules, radios, ...).

Concernant le bois, il existe deux sortes d'exportations de troncs d'arbres :

- les troncs déjà coupés au moment de l'interdiction de toute exportation, en mai 1995, continuent à être légalement exportés par les deux compagnies semi-gouvernementales, Casothim et Colexim.

- les exportations frauduleuses et incontrôlables. Les Douanes ne sont nullement équipées pour contrer les exportations de bois réalisées notamment à partir de Koh Kong par bateaux, la nuit, par des bandes armées.

Concernant la drogue, le Cambodge n'est pas lui-même un marché : la drogue n'est pas dans les habitudes des Cambodgiens. "Mais il est vrai que des pays étrangers se servent du Cambodge comme voie de passage". 11 kg de cocaïne ont été saisis à Pochentong le 12 décembre; 71 kg d'héroïne pure à Sre Ambel le 11 août; 13 kg et 1,4 kg d'opium à Pochentong ... Les trafiquants sont des étrangers. En général les grandes quantités passent par Koh Kong, les petites par Pochentong.

"La lutte contre ce trafic ne faut que commencer. Les Douanes manquent d'expérience dans ce domaine. Il y a eu trois sessions de formation concernant 32 agents des Douanes. Mais il faudrait des spécialistes, du matériel, et aussi des chiens ...".

importations et recettes par produits en milliards de riels

	1er trim.	2è trim.	3è trim.	rec. douan. (6 mois)
or	619,0	109,2	15,69	2,1
cigarettes	134,1	117,5	118,1	48,6
motocyclettes	11,7	13,8	19,79	15,4
carb. diesel	22,8	33,7	26,1	11,3
essence	20,1	30,7	23,4	25,7
prod. alim.	11,2	12,7	9,9	2,5
tissus	11,1	9,0	4,7	1,3
bière	9,9	8,9	10,8	7,0
appareils TV	8,4	15,1	8,2	3,1
video-cass-enr	8,0	7,5	13	2,2

Directeur de la publication
Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : **Alain Gascuel**
Enquêtes : **Horn Phally**
Mise en page : **Pen Mary**
Impression : **CIC**
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

**CAMBODGE
NOUVEAU**

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement

par abonnement

exemplaire gratuit sur demande

ELECTRICITE

(2ème partie)



bientôt l'autonomie

Electricité Du Cambodge, souhaite l'autonomie, et la Banque Mondiale comme la Banque Asiatique de Développement la soutiennent. Ne plus être sous le contrôle du ministère de tutelle, mais ne dépendre que de son propre Conseil d'administration améliorera son efficacité, souligne M. Ty Norin, directeur-adjoint chargé de la Planification : nous n'aurons plus à attendre longuement les décisions, nous pourrons gérer librement nos recettes (augmenter les salaires par exemple) pour atteindre les objectifs fixés pour 2 ou 3 ans avec le gouvernement.

Les textes des décrets concernant la décision de l'autonomie et les statuts, préparés par la Banque Mondiale, corrigés par un Comité au ministère de l'Industrie, envoyés au Comité permanent du Conseil des ministres, discutés avec le ministère des Finances pour qu'ils soient compatibles avec la loi sur les entreprises publiques, ces textes sont maintenant près d'être envoyés au Conseil des Ministres pour approbation finale. Viendra ensuite une loi sur l'Electricité.

le plus difficile : les consommateurs

Il y a en gros 47 000 consommateurs. Le plus difficile est de faire payer les "gros", ministères, hopitaux, écoles, instituts etc... , 36 à 38 % de la consommation totale, qui gaspillent le courant, et faute de discipline tolèrent des reventes clandestines par leurs propres services. Le déficit pour EDC se chiffre en milliards de riels. Avec des inconvénients financiers supplémentaires : carburant que nous payons plus cher, obligation d'emprunter ... EDC, estime M. Ty Norin, devrait pouvoir couper le courant aux grands fautifs, au moins à titre d'avertissement.

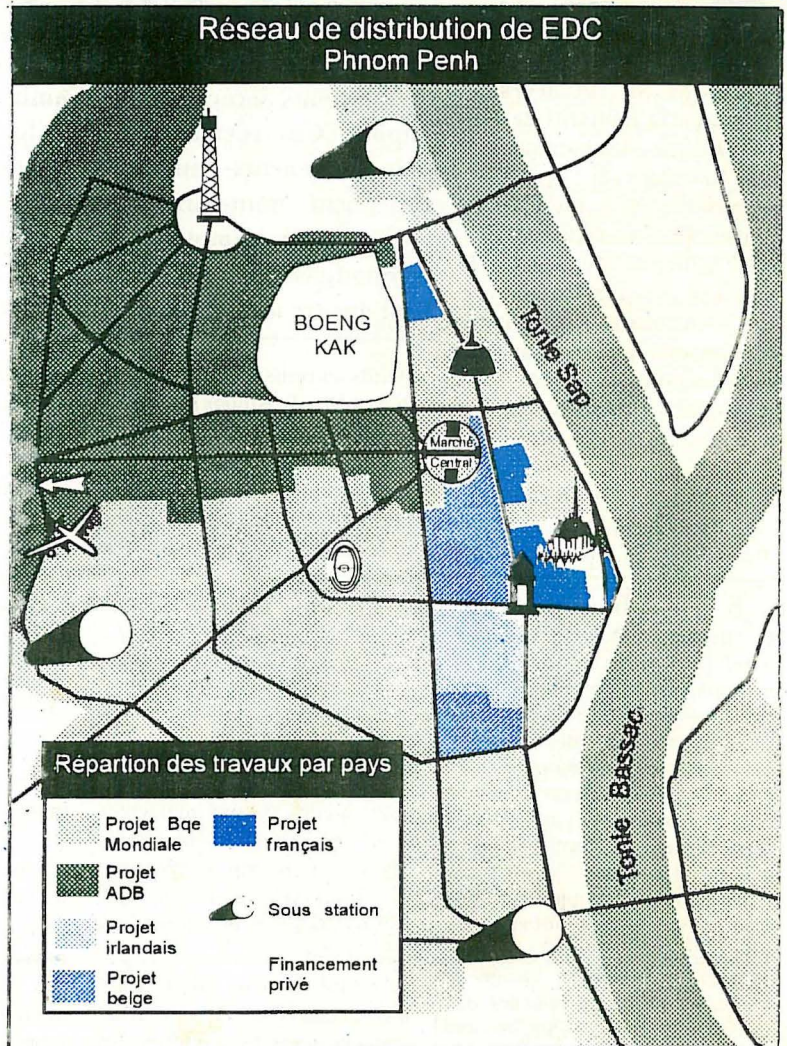
Pour les petits consommateurs, nous commençons à les "reprendre", quartier par quartier, aux "grossistes" (qui en gèrent chacun quelques centaines). En fait il y a moins de 10 % d'impayés parmi eux.

Il faut bien sûr lutter contre les vols. En France, EDF en a répertorié 57 sortes. Au Vietnam, on en compte des centaines. Nous en avons plus de 100 ici, le plus souvent des vols au compteur. Nos nouveaux compteurs électroniques, qui enregistrent puissance, tension, intensité, sont plus sûrs et permettent de déceler des connexions

clandestines. Les nouveaux fils aussi rendent les vols plus difficiles. Et puis il faut nous organiser nous-mêmes. Nous avons acheté équipements et logiciels, des micro-computers de façon à déterminer précisément la consommation et la dette de chacun, pour éviter les contestations.

Un nouveau système de facturation informatisé, plus simple et plus sûr est mis en place. Autrefois, la caissière pouvait de sa propre initiative emprunter de l'argent pour quelques jours ! Ces temps-là sont terminés.

fin de l'enquête EDC dans notre prochain numéro



RESTAURANT LE FRANCAIS

Dans un cadre typiquement français, calme, le chef vous présente ses spécialités traditionnelles de saison.

Repas d'affaires

**spécialités de poissons
chevreuil**

24 bd. Monivong - Phnom Penh - tel/fax 428.439



**LUC VOUS ACCUEILLE
AU CACTUS**

spécialités de
POISSONS DE MER
salade tahitienne
soupe de poissons
couscous royal
le mardi soir

de 10 heures du matin à 2 heures du matin

tel 015 917 484

LE CACTUS

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH